



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral autorisant la société ENVIE 2E LORRAINE
à exploiter une installation de transit, regroupement, tri et traitement
de déchets dangereux et non dangereux à Toul**

N° 2024-0050
AIOT 0100001953

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement dans sa version en vigueur à la date du dépôt du dossier ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 ;
- Vu** l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhin Meuse approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;
- Vu** le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) du Grand Est adopté le 22/11/2019 ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions applicables aux ICPE relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) et 2791 (traitement de déchets non dangereux) ;
- Vu** l'arrêté ministériel relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED pour la rubrique 3550 ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions applicables aux ICPE relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716 (déchets non dangereux non inertes) ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions applicables aux ICPE relevant du régime de la déclaration au titre des rubriques 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques) et 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) ;
- Vu** l'arrêté du 28 avril 2022 autorisant le déversement des eaux de l'établissement Envie 2E dans le système de collecte de la Communauté de Communes des Terres Toulaises ;
- Vu** la demande du 31 janvier 2024, présentée par ENVIE 2E LORRAINE dont le siège social est situé au 2 rue Guy Pernin à Toul, à l'effet d'obtenir l'autorisation de faire évoluer ses activités de transit, regroupement, tri et traitement de déchets dangereux et non dangereux au 2 rue Guy Pernin à Toul et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;

Vu les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 7 mars 2025 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'avis de l'Autorité Environnementale (information du 24 juin 2025) ;

Vu le rapport de fin de phase d'examen de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est 2025-0613 du 24 juin 2025 ;

Vu l'ordonnance n°E25000052/54 en date du 15 juillet 2025 de la présidente du tribunal administratif de Nancy, portant désignation de la commissaire-enquêtrice ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 août 2025 portant ouverture d'une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société ENVIE 2E LORRAINE pour l'évolution de ses activités de son site existant à Toul sur le territoire des communes de Bruley, Chaudeney-sur-Moselle, Dommartin-les-Toul, Ecrouves, Francheville, Gondreville, Pagny-derrière-Barine Toul et Villers-Saint-Etienne ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes ;

Vu la publication en date du 22 août, 28 août, 17 septembre et 18 septembre 2025 dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête ;

Vu le rapport d'enquête du commissaire enquêteur du 13 novembre 2025 ;

Vu les conclusions motivées et avis du commissaire enquêteur du 13 novembre 2025 ;

Vu les avis favorables émis par les conseils municipaux des communes de Bruley et Gondreville ;

Vu l'absence d'avis émis par les conseils municipaux des communes de Chaudeney-sur-Moselle, Dommartin-les-Toul, Ecrouves, Francheville, Pagny-sur-Barrine et Villers-Saint-Etienne ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 février 2026 prolongeant la phase de décision de la demande d'autorisation environnementale relative à l'évolution des activités de la société ENVIE 2E pour son site existant sur le territoire de la commune de Toul ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est 2025_0613B du 13 Février 2026 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 26 février 2026 à la connaissance du demandeur par voie dématérialisée ;

Vu les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral émises le 9 mars 2026 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est 2026-0204 du 2 avril 2026 ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants ;

Considérant qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à modifier son projet initial, en particulier en ce qui concerne la gestion du risque incendie et l'abandon du projet d'installation de panneaux photovoltaïques ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 : Portée de l'autorisation et conditions générales

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société ENVIE 2E LORRAINE (SIRET 49219565600052), dont le siège social est situé à Toul (54200, 2 rue Guy Pernin), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de Toul, au 2 rue Guy Pernin (coordonnées Lambert 93 X=913842 et Y=6847668), les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les commune et parcelle suivantes :

Commune	Parcelles
Toul	AH204
	AH251
	AH252
	AH253
	AH260
	AH261
	AH264

La surface de l'emprise des activités est d'environ 2,7 ha.

1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Cet arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A	Transit de déchets dangereux (articles de bricolage et de jardin thermiques non dépollués notamment)	10 t	A

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
	des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges			
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Activité de démembrement de matelas	25 t/jr	A
2790	Installations de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Intervention sur les circuits frigorifiques des DEEE (manipulation de fluides frigorigènes)	1 t/jr (fluides frigorigènes)	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Stockage de DEEE et d'articles de bricolage et jardin non dépollués	130 t	A
2716.1	Installation de transit de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois . Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant 1. Supérieur ou égal à 1000 m ³ 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Transit de fractions issues des matelas démembrés (mousses, ressorts...) 2000 m ³ Transit d'articles de sport et loisirs 200 m ³	2200 m ³	E
2711.2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 Le volume susceptible d'être entreposé étant : Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Transit de DEEE	950 m ³	DC
2713-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 La surface étant supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ²	Transit d'articles de jardin et de bricolage dépollués	150 m ²	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

1.2.1 Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3550 relative au stockage temporaire de déchets dangereux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF Traitement des déchets.

L'arrêté du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED s'applique au site.

1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

1.4 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

L'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et à l'article L.211-1, et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

1.5 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Article 2 : Protection de la qualité de l'air

2.1 Limitation des rejets

2.1.1 Émissions canalisées

L'atelier de démembrement de matelas est équipé d'un dépoussiéreur muni d'un filtre à manche. Le dépoussiéreur est entretenu et maintenu en bon état de fonctionnement.

Article 3 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

3.1 Prélèvements et consommations d'eau

Aucun prélèvement d'eau dans le milieu naturel n'est effectué.

Les prélèvements d'eau, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sur le réseau d'eau potable de la commune sont limités à 600 m³/an.

3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les catégories d'effluents suivantes :

- **eaux usées domestiques** : il s'agit des eaux usées sanitaires ;
- **eaux usées non domestiques (industrielles)** : il s'agit des eaux de lavage des sols et de tests des machines.

Les eaux usées domestiques et non domestiques sont collectées et rejetées dans le système de collecte séparatif de la communauté de communes.

- **eaux pluviales** susceptibles d'être polluées : il s'agit des eaux qui sont collectées sur les surfaces imperméabilisées du site et en toiture.

Ces eaux sont collectées par un réseau interne et envoyées d'abord dans un bassin de confinement interne, avant de rejoindre, via un poste de relevage, le réseau séparatif de la communauté de communes.

Les eaux pluviales de voirie sont traitées par deux séparateurs d'hydrocarbures avant rejet dans le réseau pluvial de la communauté de communes. Le réseau d'eaux pluviales (composé de 4 points de rejet) peut être isolé grâce à une vanne de sectionnement, accessible à tout moment.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent à 7 points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Points N° 1, 2, 3	Eaux usées	Réseau eaux usées de la communauté de communes	Station d'épuration de la zone industrielle Croix de Metz à Toul	Autorisation de raccordement
Point N°4 à 7	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées et eaux pluviales de toiture	Réseau eaux pluviales de la communauté de communes	Moselle canalisée	Autorisation de raccordement

3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

3.3 Limitation et caractéristiques des rejets externes

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Points de rejet référencés n°1, 2, 3 : eaux usées

- Température maximale : 30 °C
- pH : 5,5 – 9,5
- Débit moyen journalier (sur la totalité des 3 points de rejet) : 2,3 m³

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/L)
MES	1305	600
DCO	1314	2000
DBO5	1313	800
NGL	1551	150
P total	1350	50

Points de rejet référencé n°4 à 7 : eaux pluviales

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/L)	Condition
DBO5	1313	100	Si le flux journalier max n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/L au-delà
DCO	1314	300	Si le flux journalier max n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/L au-delà
MES	1305	100	Si le flux journalier max n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/L au-delà

3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvements d'eau potable sont munies de dispositifs de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé de façon mensuelle et les résultats sont portés sur un registre.

3.4.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles relatifs aux paramètres listés à l'article 3.3 de façon annuelle.

Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant, par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes).

En cas de dépassement des valeurs seuils autorisées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour rendre ces rejets à nouveau conformes, en justifiant cette conformité par un contrôle de vérification satisfaisant. Il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées.

Les deux séparateurs hydrocarbures sont entretenus régulièrement et maintenus en bon état de fonctionnement.

3.5 Dispositions spécifiques sécheresse

En cas d'épisode de sécheresse local, l'exploitant applique l'arrêté départemental cadre sécheresse.

Article 4 : Protection du cadre de vie

4.1 Limitation des niveaux de bruit et des vibrations

4.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau maximal en limites de propriété du site	70 dB(A)	60 dB(A)

4.1.2 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

4.1.3 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les 5 ans.

Une première mesure est réalisée dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

4.1.4 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Article 5 : Prévention des risques technologiques

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met également en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

5.1 Conception des installations

5.1.1 Dispositions constructives, comportement au feu et organisation du stockage

Les caractéristiques des différents bâtiments sont décrits dans le tableau ci-dessous :

Bâtiment/ local	Dispositions constructives			
	Local, sol, toiture	Murs	Désenfumage	Stockage
Atelier logistique DEEE	Charpente métallique Sols béton Toiture : bac acier	Bardage métallique pour les parois Sud et Ouest Parpaings pour les parois Nord et Est	3,36 % 43 trappes de désenfumage	Stockage en masse Hauteur max : 4 m pour les DEEE professionnels et magasin de PDR, 2 m pour les autres déchets
Atelier	Charpente métallique	Bardage métallique pour la	3,21 %	Stockage en masse

Bâtiment/ local	Dispositions constructives			
	Local, sol, toiture	Murs	Désenfumage	Stockage
matelas	Sols béton Toiture : bac acier	paroi Nord Parpaings, vitres et bardage métallique pour la paroi Ouest Parpaings pour la paroi Sud Parpaings et vitres pour la paroi Est	16 trappes de désenfumage	Hauteur max : 2 m pour les matelas réceptionnés, 4 m pour les balles de textiles
Bureaux	Charpente métallique Sols béton Toiture : bac acier	Parois internes en plâtre et en parpaings pour les parois entre les bureaux et la zone DEEE		
Zone extérieure de stockage de PAM (petits articles en mélange)		Mur REI 120 de 2 m de hauteur le long du stockage côté limite de propriété		Hauteur max : 2,4 m

Les murs en parpaings sont considérés REI 120 et les murs en bardage métallique REI15.

Les dimensions et éloignement de l'ensemble des aires de stockage respectent les données d'entrée des modélisations d'effets réalisées dans le cadre de l'étude de danger du dossier de demande d'autorisation environnementale sans préjudice des dispositions des arrêtés ministériels applicables :

- Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique (...) 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques [...] 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

5.1.2 Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées au moins une fois par an par un organisme accrédité.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.

5.1.3 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Le site dispose de deux accès pour les secours et d'une voie de largeur minimum 3 m et de hauteur libre d'au moins 4,5 m.

Une deuxième voie de 3 m de large permet d'accéder aux façades Ouest et Nord du bâtiment matelas et à une partie de la façade Nord du bâtiment logistique, à partir de la société voisine (portail d'accès avec ouverture facile pour les secours). L'espace devra être maintenu dégagé de part et d'autre du portail. Cette voie dispose de surlargeurs pour permettre des virages adaptés pour les engins.

Au niveau de la voie menant aux quais, une aire de retournement de 20 m de diamètre sera matérialisée au sol. Cette aire devra être maintenue dégagée en cas d'intervention des secours.

Les aires de mise en station des échelles sont directement accessibles depuis la voie. Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.

L'exploitant met à disposition des secours un « dossier d'accueil des secours » regroupant :

- un dossier contenant l'ensemble des fiches de sécurité des matières utilisées sur site ;
- un plan d'accès au site, aux bâtiments et installations ;
- un plan des dispositifs de coupure des énergies ;
- un plan de situation des zones à risques ;
- une procédure d'accueil et de guidage des secours publics ;
- un état de la défense incendie mentionnant les pressions et débits des poteaux et la simultanéité lorsqu'elle est requise.

5.1.4 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Le confinement des eaux incendie est effectué par :

- la mise en charge des réseaux d'eaux pluviales : volume disponible de 33 m³ ;
- la rétention des eaux au niveau des quais : volume disponible de 590 m³ (hauteur maximale de 20 cm). Une signalisation indique la présence d'une zone de rétention et le risque de noyage ;
- un bassin de rétention étanche de 605 m³ ;
- une bâche de 250 m³ fonctionnant avec un groupe motopompe.

Les canalisations basses seront obturées manuellement ou de façon automatique.

5.2 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

5.2.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens suivants :

- 1 citerne souple de 1000 m³ reliée à 4 poteaux d'aspiration située à moins de 100 m d'un point d'accès du bâtiment ;
- 2 poteaux incendie situés à proximité du site de débit minimum 60 m³/h pendant 2 heures, sous un bar ;
- 2 extincteurs à vermiculite pour les batteries lithium-ion ;
- 9 RIA dans le bâtiment abritant les activités DEEE ;
- 2 extincteurs sur roues, d'une capacité de 50 L d'eau chacun, dans le bâtiment Matelas.

L'ensemble des moyens de défense incendie, y compris les aires et dispositifs d'aspiration, devront être accessibles, en bon état de fonctionnement, et contrôlés régulièrement.

Le site est ouvert du lundi au vendredi, de 6h à 19h.

Le personnel est formé à la manipulation des extincteurs et des RIA.

5.3 Autres dispositifs de prévention

Un système de surveillance infra-rouge permet de surveiller une élévation de température dans les stocks de piles et batteries.

L'ensemble des zones stockant des matières combustibles, des DEEE, des articles de sport et loisirs, ainsi que les bureaux, sont équipés de détection incendie.

Une procédure est rédigée et définit les actions mises en œuvre en cas de déclenchement de ces dispositifs. Elle est testée régulièrement, y compris les dispositions de détection.

Article 6 : Prévention et gestion des déchets

6.1 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Tonnage annuel moyen	Filière de traitement
Déchets dangereux			
Emballages vides souillés	15 01 10*	3,7 t	Valorisation matière
Déchets non dangereux			
Palettes cassées	03 03 01	12,3 t	Valorisation énergétique
Déchets industriels banals	19 12 12	14 t	Valorisation matière et/ou énergétique
Cartons	03 03 08	2,4 t	Valorisation matière

6.2 Gestion des déchets reçus par l'installation

Les principaux déchets reçus sur le site sont les suivants :

Type de déchets	Provenance autorisée dans le respect du principe de proximité
DEEE (y compris piles et batteries liées à un équipement)	Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Vosges
DEEE comprenant un circuit de froid	Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges
Matelas	Région Grand Est : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Vosges Bourgogne Franche Comté : Doubs, Haute-Saône Auvergne Rhône Alpes : Rhône, Savoie, Haute-Savoie, Isère
ABJ (articles bricolage et jardin)	Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges

Pour les quantités autorisées, se référer au paragraphe 1.2.

Article 7 : Adaptation d'une prescription générale de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif à la rubrique n°2716

En lieu et place des dispositions de l'alinéa 1 de l'article 6-I-A de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2716 « transit, regroupement, tri ou préparation de déchets non dangereux non inertes », l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Le bâtiment où est entreposé des DEE, ABJ et ASL présente les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes:

- L'ensemble de la structure est R15 ;*
- Les matériaux sont de classe A2s1d0.*

L'exploitant se conformera aux dispositions décrites dans son dossier de demande d'autorisation complété, notamment en ce qui concerne les dispositions constructives et moyens incendie. »

Article 8 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 20038 - 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du même code ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 9 : Information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

- 1°- Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Toul, commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2°- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Toul, commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire,

3° - L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal ayant été consulté en application de l'article R.181-38 du Code de l'environnement, à savoir les mairies de Bruley, Chaudeney-sur-Moselle, Dommartin-lès-Toul, Ecrouves, Francheville, Gondreville, Pagny-derrière-Barine et Villey-Saint-Etienne ;

4° - L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de la DREAL Grand Est, la société ENVIE 2E, le maire de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Toul,
- aux services de l'État,
- aux maires des collectivités consultées susvisées.

Nancy le **9 AVR. 2026**

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général
Frédéric CLOWEZ